



**PRÉFÈTE
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 07-2024-01-17-00008
portant renforcement des dispositions de maîtrise des risques accidentels de la société
Union des Distilleries de la Méditerranée
à Vallon- Pont-d'Arc**

**La Préfète de l'Ardèche
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.513-1 et R.181-46 ;

VU le décret NOR IOMA2319666D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2023-12-26-00001 du 26 décembre 2023 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2023-12-22-00004 du 22 décembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur François PAYEBIEN, sous-préfet de Tournon sur Rhône ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2020-10-28-004 du 28 octobre 2020 portant sur les prescriptions applicables au sein de la distillerie de l'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) à Vallon-Pont-d'Arc ;

VU le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9 version juin 2020 ;

VU le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction D9A version juin 2020 ;

VU l'étude de dangers transmise le 13 juillet 2016 complétée en novembre 2017 ;

VU les compléments de l'étude de dangers du 7 octobre 2021 et le 28 novembre 2022 ;

VU la tierce expertise du 20 octobre 2023 relative aux mélanges incompatibles ;

VU l'avis du SDIS du 31 juillet 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 4 décembre 2023;

VU les observations du pétitionnaire du 21 décembre 2023, suite à sa consultation par courrier du 5 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers est jugée complète et recevable ;

CONSIDÉRANT que les dangers présentés par différents scénarios susceptibles d'avoir des effets hors site sont compatibles avec leur environnement, sous réserve de la mise en place de mesures spécifiques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prendre acte des engagements de l'exploitant en matière d'amélioration de la sécurité ;

CONSIDÉRANT que les services d'incendie et de secours ne sont pas favorables pour assurer à l'exploitant un régime de non autonomie ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La société UDM dont le siège social est situé au 431, rue Philippe Lamour à VAUVERT (30600), qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Vallon-Pont-d'Arc (071510), route de Ruoms, des installations de distillerie, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Plan d'opération interne

Le plan d'opération interne prévoit les mesures d'intervention afin de faire cesser les effets hors site des mélanges incompatibles dans un délai de 30 minutes à partir du début de l'émission de gaz toxiques, quel que soit le moment de survenance de l'accident.

Article 3 – Détection du sens du vent

Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.

Article 4 – Identification des commandes

Toutes les commandes de vannes manuelles, électriques ou pneumatiques des circuits de produits dangereux ainsi que les commandes des pompes, portent de façon apparente et sans confusion possible, l'indication de leur fonction. Les différentes positions de ces commandes telles que marche/arrêt, ouvert/fermé, sont clairement indiquées.

Cet article est applicable au 31/12/2024.

Article 5 – Mesures de maîtrise du risque pour les mélanges incompatibles

Chacune des installations de dépotage et/ou stockage vrac d'acide nitrique et d'hydroxyde de sodium est équipée d'au moins :

- 1/ de détrompeurs spécifiques pour chaque produit, et de cadenassage sur les vannes de dépotages et dont les clés ne peuvent être délivrées qu'à l'issue du contrôle qualité (analyse) prévue dans le cadre des protocoles de sécurité ;
- 2/ d'une barrière technique à même de prévenir et/ou de limiter les conséquences d'un mélange incompatible généré en cas d'erreur d'opération de dépotage ou d'autre erreur.

Ces deux mesures de maîtrise des risques (MMR) sont indépendantes.

Les mesures techniques de maîtrise des risques sont considérées dans leur ensemble (chaîne des MMR).

Cet article est applicable à compter du 30/06/2025.

Article 6 - Détection de fuites

Les stockages de liquides inflammables, de produits chimiques ou toxiques sont munis de dispositifs de détection de fuite. Le déclenchement de la détection, à des niveaux de sensibilité appropriés, entraîne une alarme en salle de contrôle. Les niveaux de sensibilité correspondants sont adaptés aux situations.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Cet article est applicable à compter du 30/06/2024.

Article 7 – Détection de vapeurs inflammables

Les parties de l'installation « atelier distillation », « atelier polyphénols », « bacs intérieurs », « bacs extérieurs », « aire de déchargement camions » sont recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion dans l'étude de dangers. Un système de détection de vapeurs inflammables est installé. Le déclenchement de la détection, à des niveaux de sensibilité appropriés, entraîne une alarme visuelle et sonore ainsi qu'une procédure de mise à l'arrêt d'urgence des unités de distillation. Les niveaux de sensibilité correspondants sont adaptés aux situations.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, les actions d'intervention et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Cet article est applicable à compter du 30/06/2024.

Article 8 – Rappel de l'application de l'arrêté ministériel du 04/10/2010

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 susvisé, et notamment les articles 48 à 56 relatifs à la connaissance des risques et des installations et à la maîtrise des risques sont applicables selon les dispositions prévues par ce même arrêté.

Article 9 - Régime d'autonomie

L'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie conformément à l'article 43-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours pour :

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;
- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site.

Article 10 – Besoins en eau d'extinction

L'exploitant doit transmettre d'ici le 28/02/2024 les besoins en eaux d'extinction incendie. Les calculs sont basés sur le guide pratique D9 susvisé.

Les réserves d'eau incendie adaptées sont implantées en dehors des zones d'effets thermiques et/ou toxiques identifiés dans l'étude de dangers d'ici le 30/06/2025.

Article 11 – Rétention des eaux d'incendie

L'exploitant doit transmettre d'ici le 28/02/2024 les besoins en rétention d'eau incendie. Les calculs sont basés sur le guide pratique D9A susvisé.

Les capacités de rétention des eaux d'incendie, y compris les réseaux amenant les effluents vers la capacité de rétention, sont mis en place d'ici le 30/06/2025.

Article 12 - Délais et recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au Tribunal administratif de LYON par courrier ou via le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux deux alinéas précédents.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de la justice administrative de Lyon.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 13 – Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la mairie de Vallon-Pont-d'Arc pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Monsieur le maire et transmis à la préfecture de l'Ardèche.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 - Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et Monsieur le maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Union des Distilleries de la Méditerranée.

Fait à Privas, le **17 JAN. 2024**

Pour la préfète,
Le sous-préfet de Tournon sur Rhône,


François PAYEBIEN.

